PCF
Parti communiste français

Initiateur du
FRONT DE GAUCHE

Pour sauvez notre Centre de securité sociale Suresnois

LA MOBILISATION DES SURESNOIS EST PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

Le rassenblement du 07 décembre 2012 devant le centre de la CPAM de Suresnes fermé pour l'occasion par la direction de la CPAM, en présence des suresnois et des élus communistes, a permis de rencontrer des usagers surpris de voir que le centre était fermé et qui apprenaient du même coup que le centre était menacé de fermeture définitive le 31 décembre 2012. Ils se sont joints à nous en signant la pétition.

Ensuite, le cortège est parti en direction de la mairie où nous avons croisé le maire sur les marches, mais il n'a pas souhaité recevoir la délégation prévue, composée de suresnois et d'élus PCF.

Une délégation a tout de même été reçue a 18h par des responssables non élus de la mairie dont le chef de cabinet.

Les suresnois et les élus communistes ont exposé leurs exigences de ne pas fermer ce centre indispenssable, à tous les suresnois et plus particulièrement aux personnes les plus fragiles.

La délégation a obtenu de la mairie par la voix de son réprésentant

- que des agents de la CPAM se déplacent chez les personnes les moins mobiles et ce, sur RDV.
- la délégation a insisté AUPRES DES REPRESENTANTS DU MAIRE sur le fait qu'il fallait absolument **garder des permanances** et a obtenue de ceux-ci le **principe** mais sans que la mairie nous donne l'amplitude horaire de ces permanances.
- les élus communistes ont proposé 4 jours par semaine et qu'il y ait également une permanence dans le haut de Suresnes, cette derniere revendication semble également avoir été prise en compte.

Il est plus que jamais indispenssable que chaque suresnois se mobilise en signant et faisant signer la pétition et participe aux actions futures qui permettront d'appuyer ses éxigences !

ArcelorMittal

NATIONALISATION

La nouvelle est tombée comme un couperet le week-end dernier : Ayrault a décidé de ne pas nationaliser Florange mais de passer un « accord » avec Mittal, promettant 180 millions d'euros d'investissement sur 5 ans pour le site.
Encore une fois le gouvernement ne fait preuve d'aucun courage pour sauver l'industrie. Il renonce ainsi à l'ambition d'une relance durable du site et préfère faire confiance à un milliardaire qui, dans tous les sites belges, luxembourgeois et français privilégie une stratégie financière contre l'investissement productif.
Pour que tout cela passe inaperçu, nous assistons à un concours de tragédie grecque dans lequel le ministre du redressement productif fait mine de claquer la porte du gouvernement... Mais cette agitation n'aura pas suffit à cacher les intentions de cet accord de dupes.

Les 180 millions d'investissement , un effet d'annonce

Le document publié par le Monde démontre que cet investissement concerne principalement la maintenance, comme le soupçonnaient les syndicats. Les investissements stratégiques eux, ne représentent que 53 millions, autant dire une misère qui ne permet pas de relancer le site. La stratégie du groupe ArcelorMittal est claire : se débarrasser du site de Florange. Le gouvernement lui, sous la coupe du MEDEF, ne fait qu'accompagner passivement ce dépeçage de la sidérurgie française.

Les hauts fourneaux doivent redémarrer

Contrairement à ce qu'annonçait le premier ministre, les hauts fourneaux ne redemanderont pas. Les salariés et leurs syndicats sont excédés par kles renoncements du gouvernement.
Le Parti communiste partage ce sentiment.

Industrie n'est pas un « gros mot »

Il faut stopper cette casse de l'industrie, car un pays qui ne produit plus de richesses ne peut plus coopérer, ni investir dans l'éducation, la santé et de grands services publics.

LÉtat doit porter une vraie ambition industrielle avec de grands projets structurant des filières et revitalisant les régions

La responsabilité nationale est d'engager la mutation de notre production industrielle, de nos relations commerciales en ayant trois objectifs en ligne de mire 1) l'élimination des gâchis sociaux et écologiques 2) la souveraineté t industrielle des grandes régions du monde 3) la transition vers une croissance sociale et éducative de haut-niveau, un commerce de partage, d'échanges et non plus de compétition, de dominations et de concurrence

Nationaliser n'est pas un « gros mot »

L'État doit, par la nationalisation, le contrôle public, assurer l'avenir industriel de Florange et de notre sidérurgie.

Nationaliser, cela nécessite des droits d'intervention, de contrôle des salariés pour d'autres critères de gestion répondant à l'intérêt général.

Ensemble, luttes sociales et combats politiques vont nous permettre de faire reculer les prétentions du patronat, imposer au gouvernement le vote de lois pour l'emploi et la tenue en urgence des assises de l'emploi industriel.

PCF Parti communiste français — FRONT DE GAUCHE

suresnes.pcf.fr